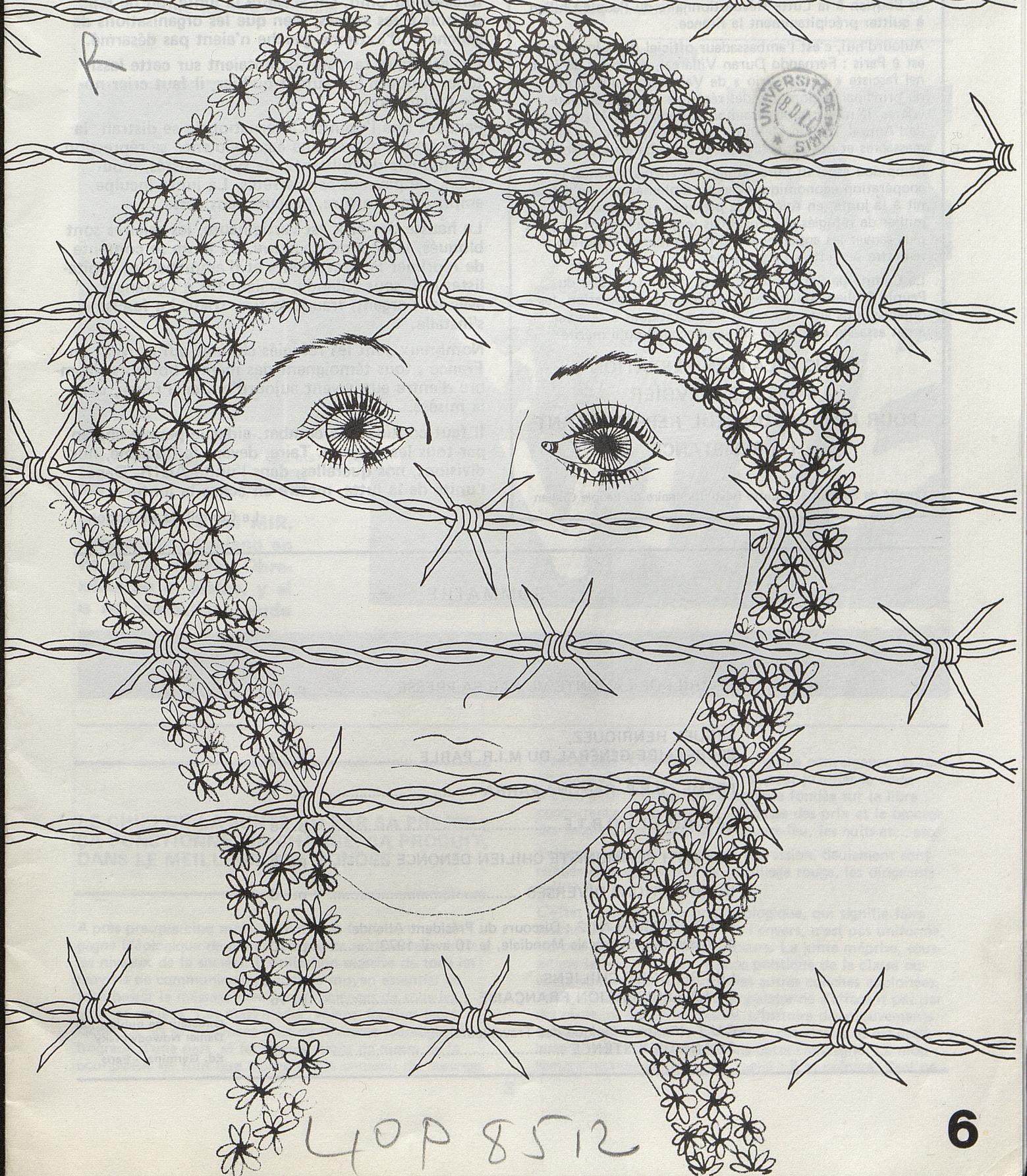


# CHILI NOUVEAU

JANVIER / FEVRIER 74

3 FRS



40P 8512

## DEHORS L'AMBASSADEUR DE LA JUNTE CHILIENNE !

Jusqu'à ce jour, seuls les représentants officieux de la junte chilienne avaient tenté discrètement de prendre quelques contacts avec le patronat et le gouvernement français : et notamment Villarin, patron du syndicat fasciste des camionneurs, contraint par l'action du Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien à quitter précipitamment la France.

Aujourd'hui, c'est l'ambassadeur officiel de la junte qui est à Paris : Fernando Duran Villareal, directeur du journal fasciste « El Mercurio » de Valparaiso, ami intime du principal responsable des récentes mesures anti-ouvrières, le ministre de l'Économie Leniz, et très proche de l'Amiral Toribio Merino, l'un des organisateurs des massacres et des déportations dans les bateaux-prisons.

Pompidou espérait faire oublier les envois d'armes, la coopération économique, l'appui diplomatique qu'il fournit à la junte, en tolérant la présence en France d'un millier de réfugiés chiliens. Mais le gouvernement ne peut plus sauver les apparences : Duran Villareal s'apprête à remettre ses lettres de créances.

Le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien appelle les travailleurs, la population, les organisations antifascistes et démocratiques à réserver à cet assassin du peuple chilien l'accueil qu'il mérite.

**TOUS A LA MANIFESTATION  
SAMEDI 23 FÉVRIER  
POUR LE CHILI UN SEUL REPRÉSENTANT  
LA RÉSISTANCE**

Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien

## EDITORIAL

Après un moment de stupeur, quelques réactions émotives, l'opinion publique française s'est désintéressée du Chili. On accepte la junte, on ne réagit plus à ses crimes, bien que les organisations de gauche et d'extrême gauche n'aient pas désarmé.

Les généraux fascistes comptaient sur cette lassitude. Aujourd'hui autant qu'hier, il faut crier notre indignation.

Pendant que l'opinion internationale se distrait, la junte poursuit avec une égale violence sa répression.

Des milliers de militants, de syndicalistes, d'ouvriers, de paysans sont arrêtés. La junte inculpe, emprisonne, torture, exécute sans cesse.

La hausse des prix est vertigineuse, les salaires sont bloqués, la pénurie s'aggrave. La junte se contente de réprimer les travailleurs et d'amnistier les capitalistes qui, sous Allende, avaient fui à l'étranger avec leur argent, fraudé le fisc, trahi. Le fascisme s'installe.

Nombreux sont les réfugiés chiliens qui arrivent en France ; tous témoignent des mêmes horreurs. Nombre d'entre eux vivent aujourd'hui en France, dans la misère.

Il faut continuer le combat, aider le peuple chilien par tous les moyens. Taire, devant le fascisme, nos divisions, nos querelles, dans l'unité AGIR. Dans l'unité de la lutte, mettre en échec la junte.

Le Conseil de Rédaction.

## SOMMAIRE

LE CHILI DE LA JUNTE VU PAR SA PRESSE .....	p. 3
MIGUEL HENRIQUEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU M.I.R. PARLE .....	p. 7
POÈME : B.R.P. RAMONA PARRA .....	p. 7
LE CHILI ET L'O.R.T.F. ....	p. 8
LE PARTI COMMUNISTE CHILIEN DÉNONCE .....	p. 8
INFORMATIONS DIVERSES .....	p. 8
PETIT DOSSIER N° 2 : Discours du Président Allende à l'Assemblée Syndicale Mondiale, le 10 avril 1973 .....	p. 10
LES RÉFUGIÉS CHILIENS ET LA LÉGISLATION FRANÇAISE .....	p. 16
C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs), 21 ANS D'EXISTENCE .....	p. 17

Directeur de publication  
Daniel Nowodworsky  
Ed. Germinal - Paris

**NOUS EXIGEONS LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE LUIS CORVALAN, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE DU CHILI, DE BAUTISTA VON SCHOVEN, MEMBRE DE LA COMMISSION POLITIQUE DU M.I.R.**

**(Mouvement de la Gauche Révolutionnaire),**

**et de tous les autres prisonniers politiques qui sont actuellement dans les camps de concentration de la junte militaire fasciste chilienne.**

Ces camarades sont actuellement arrêtés. Nombre d'entre eux sont torturés. La junte prépare une parodie de procès. Tous sont en danger de mort.

Personne ne peut oublier ce que ces hommes ont fait pour la libération de leur peuple. Personne ne peut rester indifférent au fascisme chilien qui s'acharne sur eux.

Pour notre dignité, pour la dignité du Chili, exigez leur libération immédiate.



Luis Corvalán



**Comisión Política del MIR, el compañero Luciano en el día de su muerte. Obredolmaron el teatro, y el su combativo saludo**

### **LE CHILI DE LA JUNTE VU PAR SA PRESSE : ÇA FONCTIONNE, ÇA CHANGE, ÇA PRODUIT, DANS LE MEILLEUR DES MONDES**

A près presque cinq mois de dictature fasciste, une campagne idéologique de grande envergure se développe à tous les niveaux de la société. L'utilisation massive de tous les moyens de communication, comme moyen essentiel de faire passer le message dans les consciences de tous les groupes sociaux. Ces mass-média voient faciliter leurs tâches car ils se réclament tous de la même idéologie rétrograde d'une part, et les organisations de masse de la bourgeoisie ne font que reproduire le contenu du message

d'autre part. C'est-à-dire qu'il y a une convergence de tous les appareils idéologiques d'Etat pour justifier le coup d'Etat, pour justifier leur économie fondée sur la libre concurrence, pour justifier la hausse des prix et le blocage des salaires, pour justifier le couvre-feu, les nuits etc., etc.

Evidemment, il n'y a plus de répression. Seulement sont châtiés les responsables du gaspillage rouge, les dirigeants de l'U.P.

L'effet de cette campagne idéologique, qui signifie faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, n'est pas uniforme, n'a pas qu'un sens, mais plusieurs. La junte méprise, sous-estime le niveau de conscience politique de la classe ouvrière chilienne et de toutes les autres couches exploitées. Trois ans de gouvernement populaire ne s'effacent pas par des mots, ni par un massacre. L'histoire des mouvements sociaux, c'est l'histoire de la lutte des classes. C'est cette lutte qui déterminera l'effet de cette campagne. Le mouvement ouvrier existe. Il est replié ; il se prépare. Ceci ne

veut pas dire qu'il faille sous-estimer la puissance du fascisme et de ses alliés : opportunistes de tous bords qui essaient de diviser et de liquider le mouvement populaire, et l'impérialisme U.S.A. qui pénètre lentement, sans éclats, dans tous les secteurs de l'économie chilienne.

Par la suite, des passages extraits d'hebdomadaires chiliens et de périodiques montreront l'image que les Chiliens reçoivent d'eux-mêmes dans leur vie de tous les jours et les projets et décisions de leurs dirigeants : « l'honorable junte ».

### Régression : « développement de la libre entreprise et loi anti-monopoles »

« Au Chili, il y a de profonds changements. Un système — si on peut appeler système celui qui existait ces trois dernières années — anarchique et irrationnel, où ce qui était important : la conquête du pouvoir politique et l'étatisme comme mécanisme de contrôle humain et divin, ont été remplacés par le système d'économie sociale dans lequel la libre concurrence a un rôle fondamental. Des changements si importants, si transcendants, fondés sur la rationalité et le réalisme, ont eu des répercussions sur les prix et ont déterminé une nouvelle politique de revenus... »  
« Nous pensons que la meilleure défense est le régime de la liberté des prix, parce qu'il stimule la concurrence, donc un abaissement des coûts . . . pour que ceci se traduise dans la réalité, il faut éliminer les facteurs qui pourraient altérer cette liberté, le facteur principal étant le monopole. Il faut donc les éliminer ».<sup>1</sup>

« Les nouvelles normes (loi contre les monopoles) sont un engrenage fondamental de la politique économique du gouvernement. Elles laissent les producteurs, les commerçants et les consommateurs opérer dans un marché régi par la libre concurrence. On attend donc que ce marché libre entraîne des prix réels, une abondance, une variété et une meilleure qualité de l'offre de biens et services ... Ceci confirme que la politique économique mise en pratique dès le 11 septembre ne cherche pas à protéger les puissants, mais à défendre les faibles. Car la véritable défense des faibles ne consiste pas à promettre le paradis utopique, conquis sans travail ; elle consiste en une économie qui permette à tous ceux qui s'efforcent d'obtenir des biens matériels, une éducation et une culture ».<sup>2</sup>

### Dette étrangère et capitaux étrangers

« Dans la prochaine réunion du Club de Paris, il faut renégocier la dette de 1973 et peut-être poser celle de 1974. Les conditions sont favorables pour le faire : les bons et favorables antécédents de bonne volonté qu'ont montrés les U.S.A. ; l'accord avec le Fonds Monétaire International (F.M.I.), etc. Le spectre de la campagne politique adverse au Chili, spécialement en Europe, où elle peut influencer les gouvernements à faible majorité, sera aussi à la table des négociations comme un invité de pierre . . . Le Général Cano, Président de la Banque Centrale, rappelle que le gouvernement précédent avait suspendu la législation qui permettait l'entrée et la sortie des capitaux pour éviter la venue de capitaux étrangers. Le gouvernement actuel veut la venue de capitaux étrangers. Pour ceci, il faut créer de nouveaux statuts »<sup>3</sup>

### Transformations économiques et socio-culturelles

« Pendant dix ou quinze ans, le pays a été fatigué d'entendre parler de changements et de révolution. Effectivement, dans cette période, il y a eu des changements comme



Les Institutions nationales sont, sans doute, visées, atteintes et détruites lors de la prise du pouvoir et de la mise en marche de la dictature fasciste.

Personne d'ailleurs n'est en condition de nier que le fascisme s'en prend avec énergie contre le développement culturel et spécialement contre l'éducation.

Plusieurs pays ont subi déjà cette « expérience » : ces forces dévastatrices ont atteint la créativité des travailleurs ; l'éducation en général et les universités en particulier ont souffert de la dureté et de la rigueur de « l'obscurantisme » fasciste.

La communauté universitaire a été touchée par la répression à tous les niveaux (professeurs, étudiants, personnel) par les moyens classiques du fascisme (suspension, expulsion et exécution). Dramatique fut l'assassinat du camarade Enrique Paris, médecin, conseiller universitaire de l'université du Chili.

Aujourd'hui sont nombreux les cas de personnalités universitaires emprisonnées et torturées, parmi elles il faut dénoncer le cas de Enrique Kirberg, président de l'Université Technique de l'Etat. Enrique Kirberg fut élu démocratiquement en 1968 sous Frei et réélu en 1971 sous le gouvernement du Président Allende.

Nous exigeons sa libération immédiate pour qu'il puisse répondre aux nombreuses invitations qui lui ont été faites de la part de différentes universités européennes.

Nous exigeons de même la libération de tous les universitaires emprisonnés du fait d'avoir appliqué la politique universitaire décidée démocratiquement par la communauté universitaire.

la Réforme agraire et la nationalisation du cuivre, aujourd'hui irréversibles. Mais la transformation qui s'opère depuis le 11 septembre est bien plus profonde ; elle va jusqu'à la base de la société et dans l'orientation générale de notre nation. L'objectif de la junte est de transformer la morale du pays et de réorienter l'action des citoyens, oubliés, pendant les années de démagogie et de dénationalisation mentale. Des idéologies inspirées de l'étranger et mises au service d'intérêts étrangers au Chili, ont réussi à éloigner notre pays de ses objectifs essentiels ».<sup>4</sup>

« Le Brésil et l'Argentine laissent les portes ouvertes pour que le Chili obtienne des crédits. Le Président de la Banque Centrale a informé que le Brésil vient d'ouvrir un crédit de 50 millions de dollars. Cette somme sera employée à équilibrer la balance des paiements »<sup>5</sup>

« Dans une conférence de presse, le Ministre de l'Éducation, l'Amiral Hugo Castro, a donné une idée claire de la politique du gouvernement en matière d'éducation : Il faut renoncer à toute utopie. Le Chili a besoin d'hommes qualifiés à tous les niveaux ; il faut pour cela l'accès au travail facilité par une préparation spécifique. On a l'intention de faire en sorte que l'accès à l'Université soit plus sélectif et adéquat aux besoins professionnels concrets du pays . . . Le système ne sera pas cylindrique, c'est-à-dire qu'on ne prétendra pas que tous arrivent au sommet et que tous aient le maximum d'enseignement théorique. Mais une réelle éducation permanente permettra d'éviter un système injuste en donnant un appui aux plus capables, quels que soient leur âge ou leurs revenus. A ce jour, nous avons modifié rapidement les programmes des études conflictuelles, spécialement les sciences sociales et la philosophie, en leur enlevant toute caractéristique de « conscientisation ». Nous prétendons, comme philosophie éducative et sociale, à un « humanisme occidental chrétien », nous reconnaissons ainsi une tradition culturelle et ses valeurs : recherche de la vérité, usage de la raison et des méthodes scientifiques, démocratie réelle, etc. On développera (pour montrer l'importance de la personne humaine) des enseignements, indépendamment de leur rendement économique ».<sup>6</sup>

Ces quelques passages montrent par eux-mêmes les contradictions de la junte quand elle parle d'idéologie étrangère pour caractériser celle de l'Unité Populaire et quand elle se réclame d'une philosophie humaniste occidentale et chrétienne qui est, elle aussi, étrangère. Elle reflète une politique économique ultra-réactionnaire pareille à celle qui était en vogue au début du XIXe siècle en Angleterre.

Elle tombe dans des contradictions permanentes. Par exemple, le Général Lutz (Service de l'intelligence de l'armée), disait que la junte avait l'appui d'une grande majorité de Chiliens et que le gouvernement précédent était impopulaire. A la question de savoir quelles étaient les raisons du maintien de l'état de siège, il a répondu : « Le maintien, dans le pays, de l'état de siège n'est qu'une mesure de précaution, car il existe des groupes extrémistes, prêts à réaliser des actes de sabotage et à semer la terreur ».<sup>7</sup>

Ils ont peur du mécontentement qui se manifeste des profondeurs des villes et des campagnes. Pourquoi la junte n'a pas une politique cohérente en ce qui concerne les prix des denrées de base comme le pain ? Il y a des industriels qui veulent libérer les prix du pain, d'autres, au contraire, veulent les bloquer<sup>8</sup>. Certains se plaignent du manque de main d'œuvre étant donné que l'industrie du pain en a de plus en plus besoin. Les salaires sont trop bas. Quand on pense que le salaire vital (SMIG) n'est que de 16.000 escudos et qu'une paire de chaussures coûte 4.000 escudos, on comprend la réaction de ne pas s'embaucher dans ces conditions. Les queues réapparaissent. Le junte parle de psychose artificielle. Le journal d'extrême droite : « La Segunda », a été suspendu pendant un jour : il avait publié que les prix des cigarettes augmenteraient.

A travers la lecture de cette presse, on perçoit de profondes difficultés, à l'intérieur même de la junte, et entre

la junte et tous les « nouveaux » politiciens de la droite traditionnelle. Chaque fraction de cette bourgeoisie anti-nationale essaie d'attirer et de s'appuyer sur des secteurs populaires.

On essaie de satisfaire les demandes de tel secteur, mais on dérange tel autre. L'exemple le plus clair, le plus significatif, c'est le décret-loi sur « l'échelle unique des salaires du secteur public ». Toute une campagne est menée dans la presse, la radio, la télévision pour en justifier la décision. Mais les professeurs d'université sont mécontents tout comme ceux du secondaire : cela amène à une dévalorisation de la profession et à une réduction du pouvoir d'achat, donc du niveau de vie.

On parle beaucoup de l'augmentation de la production du cuivre ; il paraît que cette production, pour l'année 1974, sera de 900.000 tonnes. Celle de l'année 73 ayant été, selon la junte, de 590.000 tonnes. On ne parle évidemment pas de la mise en train de nouveaux gisements, de la répression contre les travailleurs (travaille et tais-toi !), et l'introduction d'une aide américaine (ingénieurs, cadres).

La junte essaie de prendre en main les travailleurs : un nouveau projet d'organisation syndicale ouvrière qui remplacera la C.U.T. « Il s'agit de constituer une centrale de travailleurs exempte des vices traditionnels du mouvement syndical chilien, et libre d'une introduction des partis politiques. Traditionnellement les partis, surtout les partis marxistes, utilisaient les travailleurs comme des instruments. Notre centrale sera indépendante ; nous voulons que ses dirigeants soient réellement élus par sa base, d'une façon démocratique, par des travailleurs réels . . . Nous voulons d'abord construire un mouvement syndical fondé sur la philosophie et sur la doctrine du syndicalisme dans le monde (sic), c'est-à-dire qui défende les droits économiques et sociaux des travailleurs jusqu'à atteindre la justice sociale . . . Notre Centrale sera apolitique, démocratique et libre, indépendante des partis politiques . . . Nous entendons par participation l'apport effectif, actif et fécond du mouvement syndical à tout le processus de transformation de la vie nationale ».<sup>9</sup>

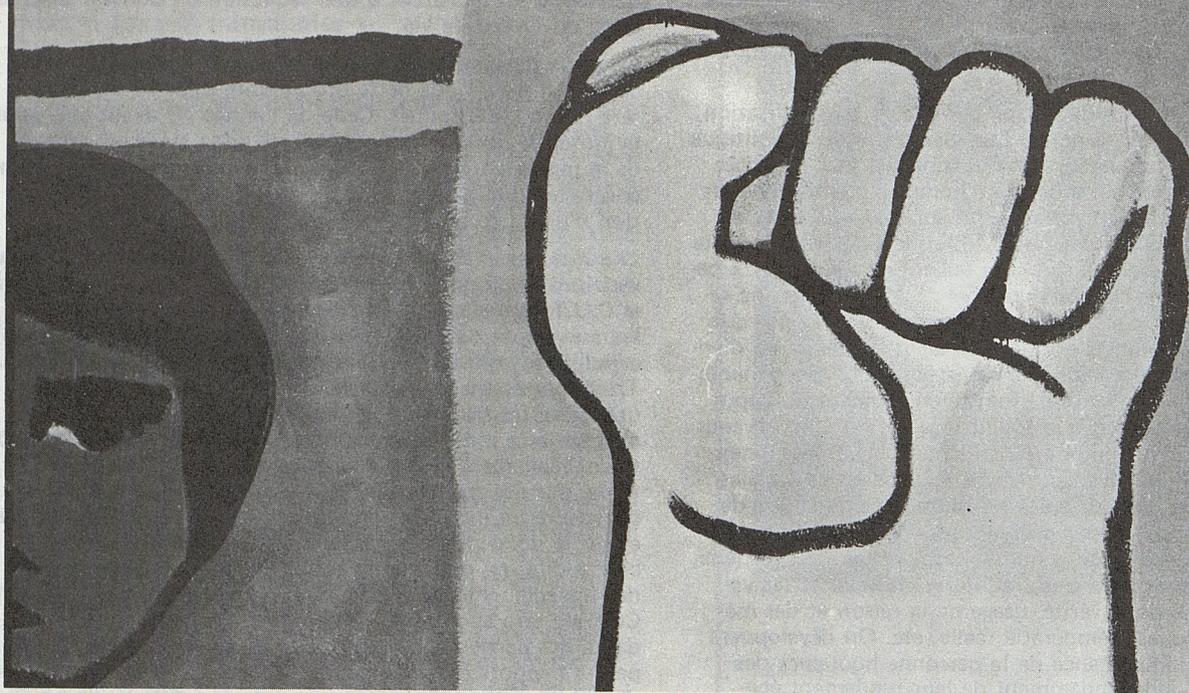
« Le ministre du Travail a annoncé un décret-loi en vue de la normalisation de l'activité syndicale : maintien de l'immunité syndicale, on rétablit les réunions et assemblées informatives en avertissant deux jours à l'avance le poste de police le plus proche, on complètera les postes directeurs incomplets et on rétablira les licences syndicales ».

D'autres essais de prise en main de toute la population, par des mesures accompagnées de toute une idéologie régressive, se manifestent à travers l'élaboration d'une nouvelle constitution et l'inculcation d'un système de valeurs par l'école.

« Les grands axes de la nouvelle constitution prête, en principe, pour la fin 1974 : faire participer les jeunes, les femmes, les gremios\* et les forces armées professionnelles pour empêcher que le marxisme ne revienne planter ses griffes dans notre patrie. Quatre concepts : patrie, peuple, famille, gremios. Cinq objectifs : donner au Chili une démocratie fonctionnelle ou organique, donner au Chili un Etat intégrateur, donner au Chili un gouvernement autoritaire, donner au Chili une économie moderne et une entreprise intégrée, et donner au peuple un sentiment de responsabilité collective ».<sup>10</sup>

« Le professorat réalise une tâche de formation avec des enfants et avec des jeunes, c'est-à-dire avec les futurs citoyens, précisément quand leur intellect et leur personnalité sont très influençable, tâche qui détermine, dans une grande mesure, l'attitude future des adultes. Le patriotisme, l'esprit de travail, la discipline, l'honnêteté, la solidarité sociale et autres vertus civiques peuvent prendre, si elles sont inculquées dès l'enfance. Au contraire, si au garçon on permet : la haine, la lutte des classes, le mépris, l'effort, le libertinage, il sera impossible de les lui extirper. Dans des milliers d'écoles et de lycées, tout au long du pays, ces alternatives se trouvent placées dans les mains des profes-

# PUEBLO TU BANDEIRA DE VICTORIA HA NACIDO



seurs ». <sup>11</sup>

Le problème démographique aussi les préoccupe. Une campagne pour le contrôle de la natalité se développe. Elle est organisée par le Service National de la Santé (S.N.S.). L'éditorial de la revue « Que Pasa » ne semble pas d'accord avec cette campagne : « Devant ces campagnes de contrôle, la question essentielle à se poser est : est-ce qu'il est licite de pousser des personnes dont la culture et la situation sociale les empêchent de prendre une décision libre, à employer des moyens qui peuvent être nocifs pour leur santé physique et mentale ? Même ces campagnes sont incapables de les faire choisir. Du point de vue de la politique générale du Chili, on n'aperçoit pas la nécessité de contrôler la natalité. Dans un pays où l'économie souffre du manque de marchés, d'acheteurs, est-il logique que ceux-ci soient en nombre restreint ? Est-il logique de souhaiter être un pays de vieillards quand, pour avancer, nous avons besoin de dynamisme ? S'il y a de la misère au Chili, c'est de notre faute parce que nous ne produisons pas de richesse et sommes incapables de la distribuer convenablement. Pourquoi alors culpabiliser maintenant ceux qui ne sont pas encore nés ? » <sup>12</sup>

Il n'est pas besoin d'insister sur ces discours saturés d'idéologie extrêmement réactionnaire et régressive. Dans leurs divergences aussi ils sont rétrogrades. Différentes façons d'employer un même discours, différentes manières d'utiliser basement les masses chiliennes. Le texte qui suit montre bien que la lutte continue et continuera. Les fascistes ont toujours besoin de se défendre d'avance, ils ont peur de la riposte, pas d'une riposte aventuriste, mais d'une réaction de masse. « Toute nostalgie, tout regret du passé implique un danger : une régression-suicide. Le combat contre le marxisme continue ; la lutte quotidienne des

forces armées et de police contre les mauvais Chiliens (sic) et contre l'offensive de l'extérieur, continue. Nous soulignons ceci car certains ont tendance à l'oublier, ceux qui sont préoccupés de leurs propres intérêts, en les valorisant, comme si la vie, la liberté et le bonheur de ceux-là mêmes qui maintenant courent derrière telle ou telle situation matérielle, n'était pas en jeu ». <sup>13</sup>

Que le « Mercurio » fasse la morale à ses propres alliés, qu'il les mette en garde contre le danger des masses populaires, voilà qui est très significatif des difficultés qu'a ce conglomérat de fascistes décomposés à tous les niveaux. Nous ne nous faisons pas d'illusions, la lutte sera dure et longue.

Voici quelques prix d'articles de première nécessité publiés dans le Journal Officiel du 15 janvier 1974 :

Sucre en poudre .....	280 esc. le k. (25 esc. sous Allende)
Sucre en morceaux .	300 esc. le k.
Huile .....	460 esc. le l. (70 esc. sous Allende)
Lessive «Omo» .....	250 esc. la bte.
Savon-vaisselle .....	125 esc. le flacon
Chaussures ville femme	4.000 à 5.000 esc. la paire
Vin de table .....	180 esc. la bout. de 75 cl.
Fiat 600 1970 .....	1.300.000 esc.
Peugeot 404 1973 .	5.100.000 esc.

Quand on sait que le salaire vital (minimum) est de 16.000 escudos et que tous les travailleurs (il s'en faut) ne le touchent pas, on est en droit de se demander comment ils arrivent à se nourrir jusqu'à la fin du mois. Ne parlons pas des 800.000 chômeurs minimum. Un ministre ne venait-il pas de dire que pour produire plus, il fallait un sous-emploi permanent ?

\* Gremios : corporations par professions

---

**Miguel HENRIQUEZ, Secrétaire Général du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.), parle.** (extrait de « Politique-Hebdo » du 13 février 1974)

---

#### AUX TRAVAILLEURS, AUX RÉVOLUTIONNAIRES ET AUX PEUPLES DU MONDE

Depuis le 13 décembre, comme nous l'avons déjà dénoncé, les gorilles ont entre leurs mains notre Camarade **BAUTISTA VAN SCHOWEN**, membre de notre Commission politique et qui, comme tout militant et dirigeant du M.I.R., ne s'est pas exilé et accompli sa tâche au Chili. Après avoir été frappé et sauvagement torturé par le service d'Intelligence militaire, il a été emmené, dans de très mauvaises conditions physiques, à l'hôpital militaire où il se trouve encore aujourd'hui.

Le camarade tombé avec lui, Patricio Munita, a été fusillé le 31 décembre après avoir été torturé pendant plus de quinze jours. Deux autres personnes, dont une femme, qui le recherchaient, ont également été arrêtées et sont actuellement déchirées sous la torture.

La dictature gorille opère de façon sanguinaire sans la moindre retenue. Un autre de nos camarades, âgé de 17 ans et qui travaillait dans le secteur industriel de Vicuna Mackenna, a été arrêté pour d'autres raisons au mois de janvier. Il a été torturé pendant dix jours par le service d'intelligence de la FACH (armée de l'air chilienne) qui a pratiqué sur lui une vivisection, lui a brisé les deux jambes et un bras, lui a brûlé tout le corps et l'a finalement castré, pour le laisser mourir en perdant son sang. Et tout cela pour le seul fait d'être militant du M.I.R. Il n'a pas dit un mot sous la torture.

Un autre membre de notre Comité Central, Alejandro Romero, chirurgien dans les Andes et arrêté voici deux mois, a été condamné à mort après un prétendu jugement sommaire et de très longues tortures. Il peut être fusillé à tout moment.

Rien n'arrête les officiers supérieurs gorilles. Dans la prison publique se trouvent les généraux d'aviation Bachelet (convalescent après un infarctus) et Poblete, le commandant Galaz, les colonels Miranda et Onimani, les capitaines Vergara, Carvacho (non contents d'avoir torturé ce dernier, ils ont également arrêté et torturé sa femme), Becerra (le plus torturé de tous) et le lieutenant Dinon. Tous sont de la FACH. Dans la même prison sont détenus 350 conscrits, sous-officiers et soldats, y compris des carabinières et des policiers. 350 autres sont enfermés au pénitencier. Leur seul délit est d'être membres des forces armées non gorilles. Ces jours derniers, une vingtaine de médecins de gauche ont été emprisonnés. Parmi eux se trouve le vieux médecin Gustavo Molina, presque invalide à la suite d'une maladie asthmatique chronique. Tous ont été arrêtés sur une dénonciation du président du Collège des Médecins, Darwin Arriagada, à la suite d'une mission « hippocratique ».

Notre camarade Bautista Van Schowen est menacé, de façon imminente, d'une reprise des tortures et finalement d'une exécution. La solidarité internationale déjà manifestée par les pays socialistes, Cuba révolutionnaire et les secteurs révolutionnaires et progressistes du monde entier, a été d'une aide énorme jusqu'à présent, mais il faut la redoubler sous le mot d'ordre suivant : **Empêcher l'exécution de Van Schowen et de Romero !**

Les tortures, les crimes et les assassinats de la dictature

gorille, chiens de garde des intérêts du grand capital national et étranger, ne resteront pas impunis.

- Empêcher l'exécution de Van Schowen et de Romero !
- Exiger la suspension de l'état de guerre, des tortures et des exécutions sommaires !
- Exiger la libération des dizaines de milliers de prisonniers !

#### LA RÉSISTANCE POPULAIRE CONTRE LA DICTATURE GORILLE TRIOMPHERA !

#### EN HOMMAGE AUX BRIGADES RAMONA PARRA B.R.P.

Rostros  
Estrellas  
Jovenes  
Banderas  
Los muros de la ciudad  
Iluminados cantan  
la Verdad.  
Ramona Parra vive  
Camaradas.  
Muchachas alegres,  
Jovenes pintores  
con mano firme  
trazaron esta madrugada  
la letra nueva,  
la imagen clara,  
de la Patria ya naciente.  
Del pincel  
por las Murallas  
nace la alegría y la Victoria :  
A despertar la conciencia  
adormecida !  
A ganar la batalla  
educadora !  
A sembrar la esperanza  
en los corazones decaidos !  
No se puede dudar  
Las murallas lo dicen  
en rayados con alma :  
Ramona Parra vive  
no ha muerto camaradas !

---

## LE CHILI ET L'O.R.T.F.

---

L'O.R.T.F. a rendu compte d'étrange façon des événements du Chili. Dès que le putsch militaire fut connu, la télévision ne mit pas en doute la version du suicide d'Allende. Pire, elle laissa entendre que ce suicide avait été l'élément qui avait déterminé l'intervention des généraux fascistes. Très vite, alors que la situation se « normalisait », l'O.R.T.F. rendit compte des événements en citant ce qu'elle appela « les sources officielles ». Or, à ce moment-là, les « sources officielles » étaient les généraux fascistes qui n'avaient rien d'officiel, le gouvernement français lui-même ne les ayant pas reconnus comme gouvernement légal. La Télévision française anticipa . . . La télévision donc annonça que le calme régnait, que l'ordre était rétabli — se gardant d'expliquer par qui cet ordre avait été troublé. La confusion fut maintenue, exploitée ; pour l'O.R.T.F., le Chili devenait l'exemple de l'échec du passage électoral au socialisme ; elle présenta la tentative d'Allende comme devant inmanquablement provoquer des troubles. Avec sa fausse pudeur bourgeoise, elle se lamenta sur le désordre et en rendit responsables, à mots couverts, les forces de gauche.

Comme la presse démocratique lui reprochait ses silences, sa manière de déformer et de truquer les faits, elle annonça à grand fracas des « exclusivités ». Que vit-on ?

— quelques mauvaises bandes filmées le jour du putsch . . . un commentaire confus et insignifiant . . . pouvant amener le spectateur à penser qu'Allende était le rebelle, et l'armée l'ordre . . .

— une interview « exclusive » d'Allende par Régis Debray. En fait, il s'agissait d'une vieille bande magnétique qui, présentée sans explications, apparaissait comme une condamnation de la politique du président chilien.

— une interview d'Alain Touraine, évasif, critiquant passablement le régime d'Unité Populaire.

— deux reportages de quinze minutes, passés à une heure de grande écoute (juste avant le journal parlé), un samedi et un dimanche. L'un sur la situation politique, l'autre sur la situation économique. Reportages faits presque exclusivement d'interviews recueillies dans la rue . . . et en français ! Qui, aujourd'hui, au Chili peut s'exprimer en français devant une caméra, sinon la bourgeoisie et les ennemis hystériques d'Allende ? Les Chiliens interrogés reprochèrent à Allende l'inflation, la crise économique ; une bourgeoise, de son balcon, cria sa joie de retrouver ses anciens privilèges. On aperçut très brièvement des hommes encadrés par des militaires et emmenés vers le Stade national, mais on ne fit qu'effleurer la répression, soulignant que la ville de Santiago avait retrouvé son animation habituelle (projection de quelques images sur les rues des quartiers bourgeois).

Au cours du Journal parlé, la télévision donna l'image de la prestation du serment du Général Pinochet face à un parterre d'évêques, de généraux et d'anciens présidents de la république.

Voilà l'essentiel de l'information O.R.T.F. sur les premières semaines qui ont suivi le coup d'Etat fasciste. Aujourd'hui elle n'est guère meilleure. Ne pourrait-il en être autrement ?

---

---

## LE PARTI COMMUNISTE DU CHILI DÉNONCE

(« L'Humanité » du 9.2.74)

---

### CINQ JEUNES COMMUNISTES ASSASSINÉS PAR UN COMMANDO FASCISTE

Dans un appel adressé « au peuple chilien, aux peuples du monde », le Parti Communiste Chilien dénonce de nouveaux crimes perpétrés par la junte. Cinq jeunes militants communistes : Luis Canales Vivanco, Carlos Alberto Cuevas Hoya, Pedro Rojas Castro, Alejandro Gomez Vega et Luis Orellana Perez « ont été froidement assassinés ».

Les cinq jeunes gens ont été enlevés le 20 décembre par des individus aux ordres de la junte, opérant en civil et à bord de véhicules privés de l'entreprise Bresler (proche du lieu où le coup de main a été monté), dans le but d'éviter les réactions de la population.

Le 22 décembre, le commandement en chef de l'armée publiait un communiqué selon lequel des actes de sabotage dans le secteur de Cerro Navia avaient entraîné un affrontement provoquant la mort de « cinq extrémistes ». Or, il n'y a jamais eu ni affrontement, ni sabotage dans le secteur. Les « cinq extrémistes » n'étaient autres que les militants de la Jeunesse communiste. On les a assassinés, puis on a voulu faire croire que leur mort était intervenue au cours d'un affrontement.

La junte invente des « attentats » pour couvrir ses crimes. Cela a été aussi le cas à Temuco où huit assassinats ont été commis après un « assaut » — qui n'a jamais eu lieu — contre une caserne du régiment Tucapel. A Santiago, des « assaillants » étaient en prison bien avant des « incidents » qui leur sont reprochés par les militaires.

Le Parti Communiste Chilien dénonce ces crimes comme étant le fait d'un groupe fasciste qui s'inspire du « modèle brésilien » des « Escadrons de la mort ». « Ce groupe opère avec le consentement des responsables de l'état de siège et ses exactions mettent en péril la vie de milliers d'innocents ». Le général Arellano Stark couvre ces crimes de son autorité.

Le Parti Communiste Chilien lance un appel pour en finir avec l'« état de guerre interne », les exécutions sans jugement, le prétexte de « la loi du feu » et les simulacres de sabotages pour justifier les assassinats. **C'EST MAINTENANT**, déclare le P.C. Chilien qu'il faut élever la voix pour mettre fin à cette odieuse situation.

### Commission d'enquête de l'O.N.U. demande Mme Allende

NATIONS UNIES 8 février — Mme Hortensia Allende a demandé « l'intervention officielle de l'O.N.U. pour assurer la défense des droits de l'homme dans la situation grave que le Chili vit actuellement »

La demande de Mme Allende est contenue dans une lettre adressée au secrétaire général de l'O.N.U. Elle préconise l'envoi d'une commission d'enquête.

---

### ILS ONT FUSILLÉ UN NEVEU DE L'ANCIEN PRÉSIDENT EDUARDO FREI

---

(Santiago) Eugenio Ruiz-Tagle, ancien gérant de l'Industrie

# EL PUEBLO ESTA CON LA REVOLUCION



Nationale du Ciment (INACESA) et militant de la Gauche Chrétienne, figure sur la liste officielle des personnes fusillées dans la ville de la Serena. Ruiz Tagle était le neveu de l'ancien président Eduardo Frei, personnage politique qui se trouve être un des principaux instigateurs du régime fasciste qui gouverne actuellement au Chili.

Dans la même liste de fusillés apparaît le nom d'Oswaldo Tello, jeune militant du Parti Communiste. Tello était le fils du président du Syndicat Industriel de Chuquicamata.

**Peinture anti-faciste sur les murs de la capitale** (Santiago) *La Segunda*, journal qui fait partie de la chaîne de journaux de droite « *El Mercurio* », reproduit, dans deux éditions de la semaine dernière, des photos d'inscriptions qui sont apparues en plusieurs endroits sur les murs de la capitale, inscriptions dénonçant la dictature.

Une des photos montre la propagande peinte dans la rue Borja, entre Alameda Bernardo O'Higgins (la rue principale de Santiago), et la rue Cinco de Abril. En lettres carrées d'à peu près un mètre de haut, on peut voir des slogans dénonçant la junte et la terreur nazie qu'elle a déchaînée. L'une des inscriptions dit : « LA VIE HUMAINE N'A PAS D'AFFILIATION POLITIQUE ».

Par ailleurs, le même journal se montre « préoccupé » au sujet de deux autres manifestations de la résistance. Il signale que durant les dernières semaines on a déposé des tracts contre la junte dans les troncs de certaines églises où les fidèles étaient invités à déposer leur offrande pour la « restauration » nationale. Il signale aussi des gestes de résistance parmi les étudiants des écoles secondaires : dans les cérémonies de fin d'année de plusieurs écoles de la capitale (dont quelques écoles privées de la bourgeoisie), les jeunes ont refusé de chanter intégralement l'hymne national, et n'ont vraiment chanté en chœur, massivement, que la strophe finale, qui parle du Chili comme d'un « asile contre l'oppression ».

**Santiago : un professeur d'université fusillé** (Santiago) Leopoldo Benitez, professeur d'architecture à l'Université catholique de Santiago, a été fusillé par une patrouille militaire

**Les U.S.A. font don de bateaux à la dictature chilienne.** Washington - Les unités nord-américaines « Comandante Aray » et « Comandante Hammerdinger » ont été offertes par le gouvernement des Etats-Unis à la junte militaire chilienne. Il s'agit de deux bateaux qui seront destinés, selon l'information officielle, au patrouillage des côtes accidentées du sud du Chili.

Les bateaux partiront du Chili depuis la base navale de l'île de Guam dans l'archipel des Mariannes, en direction du sud du Japon.

---

## SOUS LA RESPONSABILITÉ DES REPRÉSENTANTS A L'EXTÉRIEUR DES DIFFÉRENTS COURANTS DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE CHILIENNE

---

- Pour que les militants français soient mieux à même de comprendre le processus social et politique du Chili de 1970 à aujourd'hui, ainsi que les débats qui se sont déroulés dans la gauche chilienne à l'intérieur et à l'extérieur de l'U.P., avant et après le putsch,
- Pour que ces militants puissent en conséquence profiter

au maximum de l'expérience de leurs camarades chiliens pour leur combat en France et dans le cadre de la lutte mondiale anti-impérialiste,

- Pour qu'ils puissent aider, avec plus d'efficacité et de discernement, la lutte révolutionnaire du peuple chilien,

## AVEC LE SOUTIEN DE POLITIQUE-HEBDO

Une série de brochures consacrées à chacune des composantes de cette Gauche révolutionnaire chilienne, sortira début février 1974.

La brochure sur la Gauche Chrétienne (I.C) comprendra :

1. une introduction historique sur ce courant ;
2. les principaux textes historiques jalonnant son histoire :
  - le pourquoi de son existence,
  - son rôle spécifique au sein de l'U.P. et dans la lutte de classes ;
3. ses orientations stratégiques actuelles, ses rapports avec les autres organisations, le développement de son action en Amérique-Latine, les tâches de solidarité en Europe, etc.

Cette brochure (96 pages, 7 F) peut d'ores et déjà être commandée au siège de Politique-Hebdo, 14-16, rue des Petits Hôtels, 75010 Paris.

C.C.P. La Source 31.81.328, mention « Chili, brochure Gauche Chrétienne ».

---

## DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI, SALVADOR ALLENDE GOSENS, PRONONCÉ LE 10 AVRIL 1973 POUR L'INAUGURATION DE L'ASSEMBLÉE SYNDICALE MONDIALE ORGANISÉE PAR LA CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS (C.U.T.) A SANTIAGO

---

*Nous avons décidé de publier ce document très important par son analyse de la réalité chilienne et mondiale face à l'impérialisme américain, à un moment où justement se réunissait l'Assemblée syndicale mondiale pour définir les politiques à suivre, face aux agressions des monopoles impérialistes.*

*D'autre part, ce texte, parfaitement clair dans son contenu et dans les accusations formulées contre les agressions des sociétés multinationales envers les pays du Tiers-Monde, et en particulier envers le Chili, nous montre aussi le degré de l'intensification des luttes de classes à l'intérieur et le niveau de développement de la conscience du peuple chilien face aux agressions impérialistes. Ceci, six mois avant le coup d'Etat fasciste du 11 septembre.*

*Il faut rappeler qu'au Chili, à cette époque, l'affrontement de classes avait atteint son plus haut degré, d'une part avec les classes réactionnaires, à l'intérieur, d'autre part avec les intérêts économiques de l'extérieur qui se trouvaient directement liés — et mis en danger — par la politique du gouvernement populaire.*

« Camarades,

Cet acte a une importance extraordinaire et significative, non

seulement parce que les mouvements syndicaux de tous les continents sont représentés ici, mais parce que c'est l'assemblée la plus importante après celle de 1945, où les travailleurs se rassemblèrent pour lutter contre l'insolence nazie.

Cette assemblée réunit les partis les plus représentatifs du mouvement syndical mondial. Deux des trois plus importantes Fédérations mondiales sont présentes ici, comme le sont les organisations régionales et sectorielles d'Amérique Latine, et les travailleurs ayant des conceptions philosophiques et doctrinales différentes. Ici, sont mêlés les travailleurs chrétiens, marxistes, sociaux-démocrates, ou plus simplement des travailleurs qui sont venus nous apporter leur soutien, pour affirmer leur esprit de solidarité à la lutte du peuple chilien et par là même témoigner de leur décision irrévocable de réaliser l'unité, de façon à lutter contre l'impérialisme et les sociétés transnationales.

La Centrale Unique des Travailleurs de ma patrie a reçu, à son juste appel, une réponse fraternelle. Cela est dû à ce que l'organisation des travailleurs chiliens a atteint une dimension nationale par son esprit de lutte, par sa responsabilité, par le réalisme qui est dans toute sa tactique et sa stratégie, par son passé qui surgit de la pampa du salpêtre, quand Luis Emilio Recabarren commençait à organiser les travailleurs chiliens.

Par son passé, qui reste présent dans le sacrifice de nombreux travailleurs qui payèrent de leur vie leur décision révolutionnaire et leur désir de gagner, pour les masses de notre pays, le droit à la culture, au travail, à la santé, au repos et aux loisirs. Par son combat permanent pour détruire la dépendance économique, pour être toujours présent à l'avant-garde de la lutte pour conquérir l'indépendance économique du Chili et sa totale souveraineté.

C'est pour cela que son appel a été entendu et qu'il retentit dans le monde entier. Le Chili est le cadre de cet événement car les travailleurs sont le gouvernement, et c'est le camarade président de la République qui leur parle.

### Le processus chilien

Notre patrie vit un processus authentiquement nôtre par sa forme et son contenu. Nous luttons pour modifier le cours historique de notre vie ; nous le faisons en accord avec nos traditions, notre réalité et notre histoire. Plus d'un a appelé « la voie chilienne vers le socialisme » cette étape que nous vivons. En réalité, d'autres travailleurs ont essayé, dans les rangs de la démocratie bourgeoise, de faire les transformations profondes qui permettront dans le domaine économique, politique et social, de former les bases d'une nouvelle société culminant avec la société socialiste que les travailleurs chiliens désirent.

Pour cela, notre lutte se déroule dans le pluralisme, la démocratie et la liberté. Quelle joie de vous recevoir. Je vous salue et vous accueille au nom des grandes masses populaires chiliennes. Quelle joie que de pouvoir dire que notre combat avance de minute en minute, d'heure en heure et tous les jours. De vous dire que dans ce pays nous respectons les cadres concrets de la bourgeoisie, nous utilisons ses lois, nous réalisons des changements de structure, nous assurons la présence des travailleurs dans la vie publique, et de jour en jour, nous avançons dans la construction de la nouvelle et juste société que le peuple et le Chili réclament.

Je tiens à répéter ce que le camarade Ernesto Vogel a dit : l'unité des travailleurs de notre pays est vigoureuse et sa position de classe consolide cette vigueur et enflamme ses luttes.

Je tiens aussi à dire que sur le plan politique, le Chili donne l'exemple d'une entente qui a permis à des hommes de conceptions philosophiques différentes de s'unir pour lutter pour l'indépendance économique de notre patrie, noble tâche patriotique. Pour cela, dans les partis et les mouvements qui forment l'Unité Populaire, il y a des

laïcs, des chrétiens et des marxistes qui ont compris qu'au-delà des positions philosophiques qu'ils soutiennent, il faut travailler pour le Chili et pour son peuple.

Vous êtes venus aussi, parce que dans notre pays on voit clairement l'action vile du capitalisme étranger, de l'impérialisme des sociétés transnationales qui sont la manifestation la plus profonde des formes d'exploitation capitaliste.

C'est pour cela que notre pays l'a dénoncé de toutes les tribunes internationales où se réunissent les représentants de tous les pays ; sur le plan régional à l'O.E.A., à la troisième UNCTAD et aux Nations-Unies. Notre pays a démontré l'agression qu'il subit de la part des sociétés impérialistes et transnationales et par la même occasion, nous dénonçons ce que ces sociétés tentent de faire dans d'autres pays.

Comme l'a dit avec justesse le camarade Enrique Molina, ce sont les pays en voie de développement, les pays du Tiers-Monde qui souffrent profondément de l'agression, de l'insolence de ces grandes sociétés transnationales et impérialistes.

Nous avons dénoncé cette action dans les plus prestigieuses tribunes internationales et aujourd'hui, nous le faisons à cette assemblée qui réunit les travailleurs du monde entier. Aujourd'hui nous le faisons face à vous qui êtes solidaires dans la lutte, dans la dignité et dans la décision irrévocable d'empêcher la pénétration impérialiste, et pour que se réalise l'indépendance des peuples soumis.

### Les monopoles impérialistes

Les entreprises transnationales projettent leur ténébreuse action sur tout le globe. Leurs manœuvres néfastes affectent tous les pays. Elles veulent diviser les mouvements syndicaux à l'intérieur et à l'extérieur des pays ; elles monopolisent ou veulent monopoliser tous les moyens de communication nationaux et internationaux.

Ces sociétés agissent depuis des nations industrialisées du monde capitaliste. Elles essaient de subordonner la politique des gouvernements à leur propre commerce. Elles mettent en difficulté l'économie des pays qui ont atteint des niveaux supérieurs de développement. Elles favorisent les industries de l'armement militaire et dont l'utilité est en relation directe avec l'emploi de ces instruments belliqueux.

Ces sociétés poussent les pays puissants à l'agression contre les pays faibles et l'exemple le plus douloureux est celui du Vietnam où un petit peuple, mais héroïque, a mis en déroute la pénétration impérialiste et l'insolence de ces sociétés.

Ces sociétés essaient d'empêcher le développement économique des pays socialistes. Elles favorisent le blocus commercial et technologique ; elles sont arrivées à faire « avancer » la contre-révolution. Mais indiscutablement, les pays où est ressentie et où pèse le plus fortement l'action de ces sociétés sont les continents et les pays sous-développés dont elles se sont appropriées les richesses essentielles, en transformant nos nations en monoproductrices. Nous sommes des pays qui vendons des matières premières et importons des produits manufacturés ; des pays qui vendons bon marché et achetons cher. C'est à l'intérieur de nos nations que ces sociétés favorisent et stimulent, même, notre endettement toujours croissant. 75.000 millions de dollars, c'est la somme que doivent les pays en voie de développement ; situation qui rend impossible l'atteinte, toujours ajournée, d'un niveau de vie décent pour les grandes masses.

Ces sociétés créent des perturbations monétaires, augmentent le chômage par l'utilisation des techniques qu'elles transplantent à des réalités différentes de celles du pays d'origine. Elles ralentissent le développement d'une technologie adaptée à notre propre réalité et à nos besoins. Elles nient les droits des travailleurs. Elles favorisent la fuite des capitaux, le service de leurs intérêts est un commerce comme

un autre. Elles exploitent les phénomènes d'inflation. Elles exploitent une main d'œuvre à bon marché. Elles provoquent des divisions, des affrontements et les guerres entre les peuples qui doivent être, plus que jamais, frères pour combattre les mêmes ennemis. Ces sociétés dénigrent notre culture autochtone et nient de même nos caractères spécifiques. L'action de ces sociétés impérialistes et transnationales constitue aujourd'hui la menace la plus forte et la plus vivante contre la dignité de l'homme et la dignité des peuples.

### Agression contre le Chili

Le Chili est attaqué. Pourquoi ? Pour des raisons économiques : nous avons récupéré les richesses de base — en particulier notre cuivre — qui étaient aux mains du capital étranger. Je fais remarquer que le gouvernement que je préside ne poursuit pas une politique de confiscation, ni d'abus de pouvoir. Nous sommes arrivés à des accords avec les sociétés ayant de très importants intérêts dans notre pays, ces sociétés faisant partie des grands consortiums mondiaux.

Par un accord commun avec quelques-unes de ces sociétés, nous avons racheté leurs installations industrielles dans notre pays : ainsi, dans le secteur industriel, la RCA Victor, INSA et MADESA, qui sont des sociétés à capitaux américains et européens. Mais comme il était logique, nous avons fortement mis l'accent sur la récupération de la principale richesse de notre pays — qui était et qui est le cuivre — cela sur la base de la Réforme Constitutionnelle. Le projet du gouvernement — qui n'avait pas eu la majorité au Congrès — a été approuvé à l'unanimité par les sénateurs ; ce qui montre bien le sentiment général et national d'en finir avec l'exploitation implacable dont notre pays a toujours été victime.

Comme je l'ai déjà dit (et je crois nécessaire de le répéter à tous les camarades qui sont venus de tant de pays différents et amis), les compagnies qui possédaient notre cuivre ont retiré jusqu'à présent près de 4.500 millions de dollars de bénéfices pour des investissements allant, il y a de cela cinquante ans ou un peu plus, de 15 à 18 millions de dollars.

L'Exécutif a appliqué les décrets ordonnés par le Congrès. Ce qui signifie l'exécution d'un juste concept : évaluer les surprofits réalisés par les sociétés exploitant la richesse essentielle de notre pays. C'est ce qui explique que certaines sociétés n'ont pas reçu d'indemnisations lorsque d'autres en ont eu. Mais ce que je veux mettre en évidence, c'est l'escalade des profits. Cette escalade a atteint dans notre pays le taux incroyable de 60 %, 70 %, et jusqu'à 190 % à certaines époques, alors que sur le plan mondial ce taux est de 7 % à 9 %. Par la volonté souveraine d'un petit pays mais digne, nous avons été amenés, à travers la loi et la Réforme Constitutionnelle, à nationaliser les sociétés cuprifères aux mains du capital nord-américain.

Mais je tiens à dire aux camarades dirigeants syndicaux ici présents, que bien que nous ne payerons pas d'indemnisations à certaines sociétés, nous avons la charge de payer les crédits que ces sociétés ont contractés pour leurs plans de développement de la production, ces plans ayant échoué pour la plupart.

Le Chili devra donc faire face à la responsabilité de payer les dettes de ces sociétés qui s'élèvent à plus de 726 millions de dollars. C'est le montant des bénéfices qui auraient dû être réinvestis dans la production, mais que ces sociétés ont jugé bon de mettre dans leur poche. C'est cette dure réalité que nous affrontons. Nous paierons ces crédits, mais nous n'indemniserons pas les sociétés impérialistes.

De même on nous combat pour des raisons politiques : parce que les travailleurs ouvrent un nouveau chemin à l'émancipation de notre patrie, parce que l'avant-garde des travailleurs est, pour sûr, la classe ouvrière organisée, unie syndicalement et politiquement, tenant la tête de nombreux secteurs nationaux, s'exprimant dans les élections syndicales et politiques. C'est ce qui nous donne le droit d'avancer dans la réalisation

d'un programme authentiquement patriotique et national. Je l'ai dit et nous devons le répéter : le gouvernement que je préside est un gouvernement de passage au socialisme. Le Chili vit la transformation, le processus de construction socialiste. Mais nous sommes un pays capitaliste. Ce gouvernement affronte les difficultés et les contradictions d'un capitalisme agonisant et qui n'a aucun des avantages du socialisme.

Mon gouvernement est un gouvernement démocratique, pluraliste, révolutionnaire et national, pour ouvrir le chemin ouvrant au socialisme. Le socialisme, nous le construirons avec le sacrifice, l'effort et la générosité des travailleurs chiliens. La révolution — je le dis et le réaffirme — se défend et se construit en travaillant plus, en étudiant plus, en respectant la tradition historique, en étant chaque jour plus patriote, en ayant un sentiment national profond, pour faire du Chili un pays digne de son propre destin, et souverain dans le choix de son chemin.

### Le blocus économique

On nous attaque sur le plan économique et sur le plan politique. L'une de ces conséquences est la restriction des crédits, traditionnellement consentis par la Banque Privée des Etats-Unis — et ceci malgré une récente négociation sur la forme du paiement des crédits.

Nous avons subi la même restriction de la part des organismes internationaux — organismes dont nous faisons partie pour avoir nationalisé notre cuivre. Et cette nationalisation a été faite selon les lois juridiques, selon les règles établies d'un pays souverain. De même, aux Nations Unies, nous avons rencontré d'énormes difficultés pour négocier à nouveau notre dette extérieure.

De même de nombreux pays qui forment le Tiers-Monde, le Chili a un endettement élevé. S'il avait fallu payer les intérêts et l'amortissement de notre dette en 1972, nous aurions dû déboursier près de 420 millions de dollars sur un budget de devises atteignant 1.150 millions de dollars. De plus, l'aggravation de la baisse énorme sur le prix du cuivre représente pour 1971-1972, plus de 500 millions de dollars en moins de rentrées. Que chaque dirigeant ici présent sache que la variation d'un centavo sur le prix du cuivre représente en relation avec notre production, dix-huit millions de dollars en plus ou en moins pour les recettes fiscales du pays.

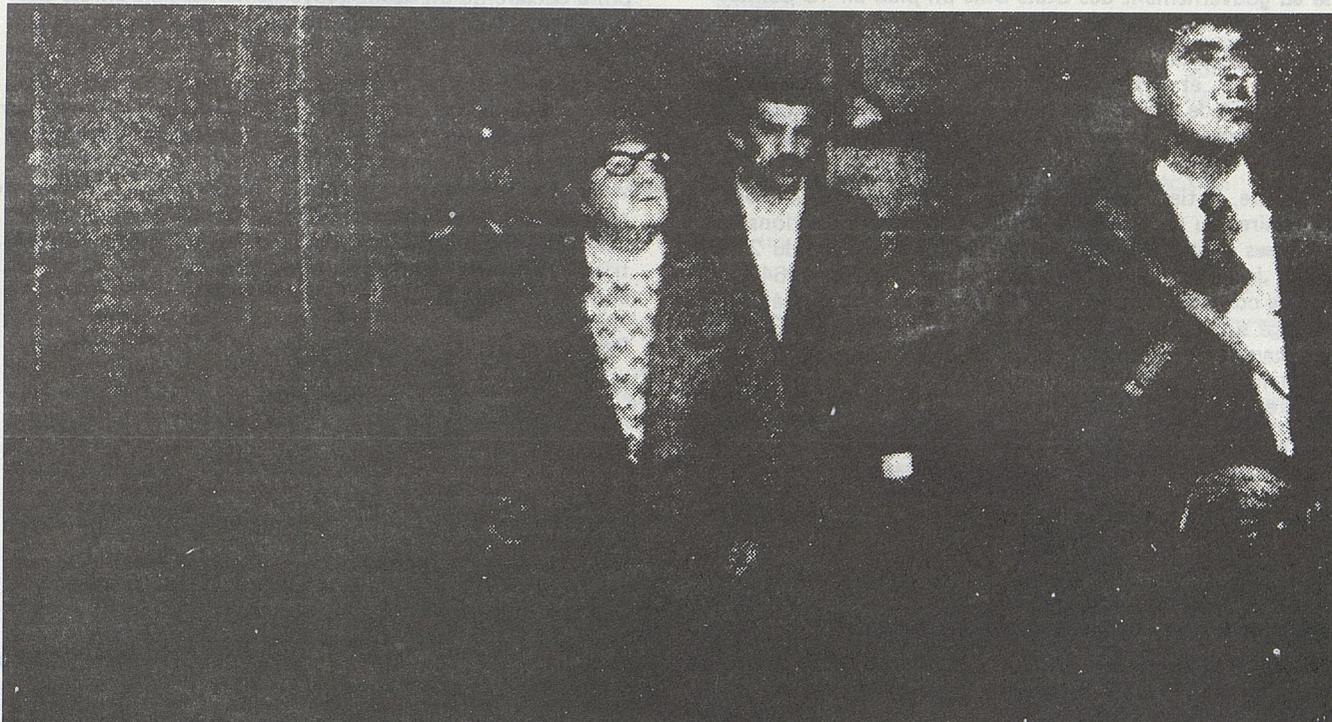
En conséquence de quoi, nous affirmons qu'il ne nous paraît ni juste ni normal de soutenir les demandes d'indemnisation des sociétés cuprifères. Et j'imagine qu'il n'y a aucun « rêveur international » qui prétende que le Chili verse un demi centavo à I.T.T. (et la loi l'a défini ainsi) cette société transnationale qui a été à « deux pouces » d'armer la guerre civile dans la patrie.

Pour cela, le semi-blocus représente pour nous des difficultés énormes parce que nous devons payer pratiquement au comptant les importations et qu'il nous faut donc trouver les devises nécessaires. Cela représente un déséquilibre (ou du moins un équilibre difficile) pour la balance des paiements ; donc une diminution du rythme de l'expansion économique de notre pays.

### Les agressions de la Kennecott et d'I.T.T.

Notre pays, par exemple, à travers l'action de la Kennecott, a enduré les tentatives d'embargo sur notre production cuprifère. Cette société qui a retiré tant de profits de notre pays, a entamé des démarches destinées à faire saisir le cuivre produit à El Teniente. Elle soutient que cette mine lui appartient, quand cette mine est nôtre, sera nôtre et que le peuple veillera toujours qu'elle soit au Chili et aux Chiliens.

Cette société, en présentant ces requêtes à divers pays, a cherché non seulement à saisir des quantités de cuivre, mais surtout à créer une incertitude sur le champ commercial. Elle



... of Allen ... the bombers fly i  
... of his ... the last known ... if he did not surr...

a essayé de faire croire que le Chili ne pouvait pas remplir ses obligations. Elle a cherché à ce que la banque internationale n'octroie plus, comme cela se fait traditionnellement, des avances sur les contrats de vente du cuivre, et par la suite restreint la limite qui permettait au Chili de disposer de capitaux pour l'entretien de sa propre production, et l'expansion des mines cuprifères.

La Kennecott jusqu'à présent a échoué. Et nous sommes sûrs qu'elle échouera. Nous ne nous sommes pas laissés décourager ; nous n'allons pas fléchir devant elle, devant ses tentacules géantes qui s'agitent dans les pays capitalistes en essayant de les entraîner contre nous. Mais s'il convient, peut-être, de rappeler ce qu'a fait et que prétend continuer à faire la Kennecott, je crois utile de développer le point suivant : quelle a été l'action du puissant consortium mondial I.T.T. Le Chili a subi des attaques de la part d'I.T.T. pendant la campagne électorale de 1970, avant que le peuple élise et consacre la volonté populaire, et après notre victoire électorale.

I.T.T. a établi un plan pour empêcher l'arrivée des travailleurs au gouvernement, parce qu'I.T.T. savait que les travailleurs ne transigeraient pas sur notre programme et ne le laisseraient pas dormir dans un tiroir. I.T.T. a subventionné des quotidiens, des revues et des périodiques dont certains ont prétendu nous donner des cours de morale. I.T.T. avait le ferme espoir de voir triompher la violence et un affrontement comme réponse finale au processus électoral chilien. C'est ainsi qu'I.T.T. a offert de l'argent pour soutenir certaines candidatures et tenté par là-même de corrompre la vie civique chilienne.

I.T.T., en créant un tel climat, a commis l'action la plus douloureuse et la plus vile qu'ait jamais subi notre pays et qui a culminé avec l'assassinat du Chef de l'armée, le général René Schneider. Mais notre pays a acquis de l'expérience. Pas seulement depuis 1970, mais déjà en 1891 l'impérialisme anglais précipitait le Chili dans la guerre civile. L'enjeu

de cette guerre fratricide fut le salpêtre que les impérialistes anglais désiraient posséder. Et le nom de l'anglais North est tristement célèbre.

Nous avons souffert le siècle dernier ; nous avons vécu, pendant des années dans l'inquiétude et l'angoisse, la pénétration impérialiste. Et aujourd'hui nous avons la preuve de ce que l'impérialisme est capable de faire : à savoir l'action qu'il a menée avant, pendant et après la bataille électorale de 1970.

#### Collusion entre I.T.T. et le gouvernement yankee

Nous l'avons appris de l'histoire des autres peuples, mais la preuve en a été faite clairement par l'enquête réalisée par le Sénat américain. C'est au Sénat que sont faites les recherches concernant les activités des sociétés transnationales à l'intérieur et à l'extérieur du territoire des Etats-Unis. La collusion d'I.T.T. et de la C.I.A., organisme officiel du gouvernement nord-américain, a été mise en évidence par des interrogatoires, des déclarations d'ex-fonctionnaires du gouvernement, d'ambassadeurs, d'anciens membres de la C.I.A., de dirigeants d'I.T.T. et par la Sous-Commission d'enquêtes.

Je ne suis pas quelqu'un qui émet des jugements que l'on pourrait qualifier d'impropres, sans fondements. Ces faits ressortent des témoignages. Ce sont les faits relatés au cours des interrogatoires. Ce sont les preuves, les dénonciations publiques. Ce sont les propres paroles accusatrices des Sénateurs nord-américains présents au cours de l'enquête ou faisant partie de la Sous-Commission qui me permettent d'affirmer ce que je dis. La pression d'I.T.T. sur le gouvernement des Etats-Unis a été prouvée au cours de la session du 20 mars de cette année. Jack Neal, haute personnalité d'ITT, a reconnu qu'I.T.T. a proposé au gouvernement des Etats-Unis une certaine somme (de 7 chiffres) pour qu'il agisse au Chili avant la réunion du Parlement pour l'élection du Président de la République (selon nos règles constitutionnelles).

Neal a aussi reconnu qu'en octobre 1971, I.T.T. avait proposé au gouvernement des Etats-Unis un plan en 18 points pour balayer le Gouvernement du Chili.

Un jour plus tard, le 21 mars, John Mc Conne, ex-directeur de la C.I.A. et fonctionnaire d'I.T.T. a reconnu que sa tâche était de constituer un type de coalition au Congrès qui s'opposerait à la candidature de l'actuel président du Chili.

En outre, je tiens à vous rappeler les confessions de fonctionnaires du gouvernement qui ont facilité les actions entreprises contre le peuple et le Chili. A la session du 21 mars, John Mc Conne, directeur de la C.I.A. en 1964, homme de confiance du gouvernement nord-américain, était interrogé sur le fait de savoir si la C.I.A. avait, en 1964, aidé une candidature. Il répondit que la politique du gouvernement fut toujours d'appuyer, de soutenir cette candidature contre celle d'Allende.

Ce ne sont ni mes paroles, ni des suppositions, ni quelque jugement aventureux. Ce sont les déclarations rendues publiques, des confessions de culpabilité. Elles reflètent la décadence morale de ceux qui n'hésitent pas, pour défendre leurs intérêts, à s'immiscer et à créer des difficultés à l'intérieur d'un pays ; un chaos économique et même des affrontements entre des peuples, dont l'unique délit est de lutter pour leur dignité et leur indépendance.

Je tiens à raconter autre chose. Pendant qu'I.T.T. établissait son plan et cherchait un moyen d'agresser notre pays, des fonctionnaires du gouvernement et moi-même parlions avec de hautes personnalités d'I.T.T. Contrôlant la Compagnie des Téléphones, elles étaient venues au Chili pour s'entretenir avec nous de l'avenir de cette société. Nous leur avons proposé d'acquérir cette compagnie après qu'une expertise technique fût faite.

Il existe en effet une organisation qui regroupe toutes les compagnies de téléphones. Nous leur avons affirmé notre soumission à la résolution de cette commission composée d'experts internationaux et mondialement connus. Tout en reconnaissant certains droits précis au capital étranger investi dans notre pays, nous agissions avec honnêteté, clarté et patriotisme.

Et pendant que nous agissions ainsi, I.T.T. mobilisait toutes ses tentacules pour étouffer le processus politique et économique de notre pays.

Nous ignorions quelle était l'ampleur de ces manigances financières ; nous ne savions pas que ces gens — qui se présentaient comme d'honnêtes entrepreneurs, comme d'honnêtes commerçants — trahissaient la confiance et la dignité de gouvernants qui avaient cru à leurs paroles.

C'est une dure leçon que nous avons apprise, mais que ni vous, ni nous, sommes prêts à oublier.

### **Intervention yankee dans la politique chilienne.**

A la session du 27 mars, l'ex-ambassadeur des Etats-Unis au Chili, M. Korry, a reconnu qu'en juillet 1970, sur la recommandation de la C.I.A., le Conseil de Sécurité National des Etats-Unis avait accordé son appui à deux candidatures à la présidence du Chili. Selon les précédents exposés au Sénat nord-américain, et non selon M. Korry, 400.000 dollars avaient été destinés à cet appui.

A la session du 28 mars, l'agent de la C.I.A., William Broe, ex-chef de la division des Services Secrets, a affirmé que le 16 juillet 1970, le Président d'I.T.T. a offert des fonds à la C.I.A. pour soutenir une candidature opposée à la candidature populaire.

Broe a reconnu que, sur instructions de ses supérieurs hiérarchiques de la C.I.A., il a proposé à la I.T.T. un plan d'action visant à établir le chaos économique au Chili. Rien ne les retient, aucune considération, ni humaine, ni sociale, ni politique.

Le 30 mars, le parlementaire et président de Sous-Comité de

de Sécurité de la Chambre des Représentants, William Demphi a déclaré qu'un agent gouvernemental ne s'enrôle pas dans une affaire politique délicate sans que ses supérieurs hiérarchiques en soient avertis.

Ce récit — plus que sa lecture — m'a fait me souvenir des témoignages surgis lors de l'enquête de la Sous-Commission du Sénat des Etats-Unis. Je me rappelle avoir appris mes premières notions sur le cuivre en lisant, il y a plus de vingt ans, un rapport de la Sous-Commission du Sénat nord-américain. Ce livre indiquait qu'en définitive six banques, des sociétés d'extraction minière et des entreprises industrielles, organisent la production, le marché et le prix du cuivre dans le monde.

### **Pas un centavo à I.T.T.**

Nous avons envoyé un projet d'expropriation et de nationalisation au Congrès National. Nous avons mis fin, par la loi, à une concession. J'attends la décision du Congrès de ma patrie et j'ai l'intime et profonde conviction qu'après tout ce que nous avons affronté et affronterons encore, la loi sortante du Congrès défendra la dignité du Chili et châtiara l'insolence de la société impérialiste I.T.T.

La revue « Time », revue conservatrice, tire dans sa dernière édition : « Les témoignages écoutés pendant deux semaines par la Sous-Commission du Sénat sur les sociétés multinationales, apportent matière à occuper, pendant deux ans, n'importe quel propagandiste du « Yankee go home ».

Nous, le peuple et le gouvernement, nous ne disons pas : Yankee go home. Les travailleurs nord-américains, la grande majorité du peuple nord-américain n'ont rien à voir avec la sombre action de ces sociétés. Nous autres, nous changeons l'expression « Yankee go home » par une expression plus juste qui montre où se situe notre lutte. Nous disons : « Les impérialistes chez vous ! » ; « imperialistas go home », car le peuple nord-américain n'a rien à voir avec eux et se montrera solidaire du peuple chilien.

### **Les intérêts du peuple**

Il convient de réfléchir, bien que ce soit secondaire, à ce qu'il y a derrière les actions des sociétés transnationales. C'est la lutte entre les intérêts de ces sociétés et les intérêts du peuple chilien ou ceux des peuples sous-développés dépendants.

J'ai déjà donné l'exemple le plus clair : celui du Vietnam parce que c'est la démonstration de l'héroïsme, du sacrifice et de la victoire d'un petit peuple. Mais ce petit peuple savait pourquoi il luttait, à cause de quoi il luttait ; et dont le sens patriotique a surmonté toutes les difficultés et toutes les atrocités. C'est ce qui arrive, ce qui arrivera lentement en Amérique Latine. Ainsi en est-il pour le Pérou et le Mexique avec le problème du pétrole, d'autres pays avec le problème du caoutchouc, des bananes, du cuivre, du fer ou de l'étain ont souffert pendant des années et des années de la pénétration impérialiste et de l'influence que lui confère son argent pour maintenir à tout prix ses profits et ses avantages. C'est pour cela que notre combat est un combat du peuple — et nos combats comme peuples — en faisant écho à la déclaration de Enrique Molina et du camarade Enrique Pastorino.

C'est donc la décision finale face à ceux qui prétendent que nous resterons assujettis, car nous voulons la libération de notre patrie. C'est l'affrontement des travailleurs pour conquérir leur destin, aujourd'hui aux mains des grands centres capitalistes.

C'est pour cela qu'il y a une coïncidence entre la réalité que nous affrontons, nous les pays en voie de développement et les travailleurs, et celle des travailleurs des pays du capitalisme industriel. La lutte des travailleurs des pays industrialisés contre les sociétés monopolistes et transnationales est la lutte de tous les travailleurs chiliens et de tous les travailleurs des pays sous-développés. La lutte des travail-

leurs du Chili contre les sociétés impérialistes est la lutte de tous les travailleurs des pays industrialisés. En définitive, c'est la lutte des peuples pour leur dignité et leur liberté.

### « Nous vaincrons »

Quelle perspective pour l'avenir ? Il ne m'appartient pas, je ne pourrais pas le faire, de m'immiscer dans votre organisation syndicale sur le plan régional ou mondial. Je ne suis pas celui — bien que je sois votre camarade et militant de la lutte sociale — qui peut vous montrer le chemin des actions que vous devez mener. Il me suffira pourtant de montrer l'existence d'une nouvelle conscience et d'une nouvelle volonté. Pour la première fois, nous autres Chiliens nous sentons de près la solidarité des peuples, des gouvernements. Les travailleurs et les gouvernements, même des pays industrialisés, ont exprimé directement ou indirectement leur appui à la lutte du peuple du Chili ; des peuples de tous les continents ont été près de nous par leurs déclarations, le camp socialiste comme il était logique, par sa profonde fraternité et par sa décision d'aider notre patrie dans le pas historique qu'elle est en train d'accomplir.

Je me souviens des dockers du Havre ou de Rotterdam, des travailleurs qui montrèrent par leur action qu'ils pouvaient défier l'insolence impérialiste, lorsqu'ils refusèrent de décharger le cuivre que réclamait la Kennecott. Ce cuivre qui appartient maintenant au Chili et au peuple chilien.

Parce que l'embargo impérialiste, parce que l'action des sociétés transnationales n'a pas de frontières, parce que le capital n'a pas de patrie ni de drapeaux, les travailleurs des pays industrialisés sentiront, tôt ou tard, ce que représente la muselière qu'on veut leur imposer : c'est-à-dire la négation de leurs droits et de leurs conquêtes.

C'est pour cela que je sais que c'est dans la solidarité combattante de demain que réside la grande possibilité d'émancipation de nos peuples.

C'est pour cela que je puis affirmer avec foi et avec conviction, connaissant les travailleurs du Chili et les travailleurs des différents pays, que c'est par leur action solidaire, par leur décision de combattre, par leur volonté révolutionnaire que nous barrerons la route à la pénétration impérialiste, à l'insolence capitaliste. C'est par l'action unitaire que nous pourrons évi-

ter la guerre politique, la guerre économique et la guerre armée.

Les travailleurs unis, solidaires, combattants, pourront lever sur le monde les drapeaux de la paix, pour que l'homme ait garantie de ses droits, que la famille ait du travail, vive dans la culture et la santé.

Camarades dirigeants syndicaux, le peuple du Chili conclut par un mot qui résume sa volonté et sa décision :

« Venceremos »

Les travailleurs unis du monde vaincront. »

---

---

Les noms suivants sont ceux de personnes arrêtées arbitrairement par la junte fasciste. Nous exigeons leur libération immédiate :

Monica Hermosilla Robinson, 42 ans, professeur à l'Alliance Française, arrêtée le 18.11.1973.

Eugenio Cepedo, ouvrier à Sumar, industrie textile.

Hernan Ortega, président du journal « Punto Final ».

Patricio Guzman, réalisateur de films.

Enrique Lihn, poète et écrivain.

Luis Vitale, historien argentin-chilien.

Carlos Lazo (sa vie est en danger), Président de la Banque d'Etat.

Lucy Lortech, disparue, historienne.

Julio Estuardo, Intendant de Santiago, prisonnier.

Ximena Fredes, 16 ans, militante des Jeunesses Communistes, prisonnière, torturée atrocement plusieurs fois, accusée d'avoir participé à un plan en vue d'assassiner des « militaires ».

Claudio Jimeno, sociologue, détenu le 11 à l'intérieur de la Moneda. On pense qu'il est encore vivant et prisonnier quelque part.

---

---



## LES RÉFUGIÉS CHILIENS ET LA LÉGISLATION FRANÇAISE

Il apparaît aujourd'hui que la France est le pays qui a accueilli le plus de réfugiés en provenance du Chili depuis le coup d'Etat, et cette tendance semble actuellement se maintenir<sup>1</sup>. Certains se sont plus à souligner le libéralisme des autorités françaises qui ont contribué à un tel phénomène et ont ainsi confirmé la France dans son rôle de « Terre d'asile »<sup>2</sup>. Il faut se garder de telles manifestations d'auto-satisfaction, car elles risquent de masquer l'ampleur des problèmes qui restent encore à résoudre en ce domaine. D'un point de vue matériel tout d'abord, les difficultés sont immenses (logement, travail . . .) et il semble sur ce plan que les autorités publiques font jusqu'à présent preuve d'une timidité qui contraste avec les initiatives courageuses prises par un certain nombre d'associations privées. D'un point de vue juridique ensuite, les questions soulevées par l'arrivée des réfugiés en provenance du Chili n'ont pas encore trouvé pour la plupart de réponses suffisamment claires, notamment sur les problèmes fondamentaux du droit à la résidence et de la possibilité de voyager, pour qu'on puisse se prononcer en toute certitude sur l'attitude de la France.

Il ne sera pas possible dans cet article d'envisager tous les aspects de la condition juridique des réfugiés politiques en France<sup>3</sup>, mais il conviendra de faire ressortir les dispositions marquantes de notre législation et d'examiner leur application.

### Les principes

Soulignons tout d'abord que le principe de l'accueil des réfugiés chiliens est pour la France une obligation juridique qui est consacrée par notre Constitution actuelle. La Constitution du 4 octobre 1958 a en effet réaffirmé solennellement son attachement au préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 qui disposait « Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République ».

Cette obligation d'accueil se trouve d'ailleurs confortée par les engagements postérieurs à 1946 qu'a pris la France dans le domaine international, notamment et surtout en ratifiant la Convention de Genève du 28 juillet 1951 qui reste en la matière, le texte de base. L'attitude actuelle du gouvernement ne doit donc pas être interprétée comme le résultat d'une faveur particulièrement bienveillante à l'égard des Chiliens exilés, mais comme la simple exécution d'engagements antérieurement pris par la France et que le pouvoir exécutif, quelle que soit son orientation politique, se devait de respecter tant qu'ils ne sont pas abrogés.

### L'application

Lorsqu'il parvient sur le territoire français, le réfugié chilien doit connaître l'option principale.

Il devra choisir entre deux possibilités :

- soit solliciter auprès de l'O.F.P.R.A.<sup>4</sup> la reconnaissance du statut de réfugié politique,
- soit demander aux autorités préfectorales de pouvoir bénéficier de l'asile.

Les deux solutions sont très différentes. Le statut de réfugié O.F.P.R.A. est un statut fixé par la loi en application de la Convention de Genève de 1951.

« L'asile » est une situation de fait (et non plus de droit) qui résulte d'une simple tolérance du Ministère de l'Intérieur.

La première solution est infiniment plus protectrice. Le ré-

fugié qui se verrait refuser ce statut dispose de recours contre cette décision de refus<sup>5</sup> et s'il l'obtient, sa situation devient plus sûre (son expulsion devient par exemple plus difficile).

Il faut cependant souligner que cette option ne suffit pas à résoudre le problème de l'autorisation de séjour sur le territoire français qui est distinct de celui de la reconnaissance du caractère politique de l'arrivée en France.

Dans tous les cas (statut ou asile) le réfugié devra obtenir de la préfecture une autorisation provisoire du séjour qui pourra devenir définitive (mais sans limite fixée). Il faut insister sur ce point : l'obtention du statut O.F.P.R.A. ne dispense pas de cette formalité qui doit être exécutée le plus vite possible.

Pour la possibilité de travailler après avoir obtenu l'autorisation provisoire de séjour, le « réfugié » (avec ou sans statut O.F.P.R.A.) devra obtenir une autorisation de travail auprès de la Direction Départementale du Travail qui l'accordera au reçu d'un contrat de travail présenté par le réfugié et sur laquelle elle possède un pouvoir d'appréciation.

Le réfugié qui désire pouvoir voyager hors de France doit dans tous les cas s'adresser aux autorités préfectorales.

— s'il a le statut O.F.P.R.A., la préfecture lui délivre un « Titre de voyage de réfugié de la Convention de Genève de 1951 ».

— s'il est dans le statut de Bénéficiaire d'Asile, la préfecture peut lui délivrer un « dépliant vert », mais qui ne dispense pas du visa de sortie et de retour.

On voit donc en conclusion que c'est en fait le Ministre de l'Intérieur qui est dans une large mesure le maître de la situation des réfugiés chiliens sur notre territoire malgré les engagements solennels pris à un niveau législatif par la France. Cette situation est grave, car elle subordonne la possibilité d'accueil de la France à la conception subjective d'un homme ou d'un groupe d'hommes sur les événements politiques au Chili. Ce n'est pas l'esprit de notre Constitution ni de la Convention de Genève de 1951.

Il fallait le dénoncer.

1. Voir notamment *Le Monde* 3.1.1974 et 6.2.1974
2. *La Nation* 4 janvier 1974
3. On pourra consulter sur ce sujet : « Le point sur les réfugiés politiques » dans *Actes, Cahiers d'action juridique*, décembre 73, No 1 (1, rue des Fossés-St-Jacques, 75005 Paris).  
— Le « Guide juridique du Réfugié politique » préparé par le Comité de Soutien à la Lutte révolutionnaire du peuple chilien (2, rue Vauvilliers, 75001 Paris).
4. Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides, 159, Avenue Charles de Gaulle, 92 Neuilly - Tél. KLE 22.05.
5. Voir Annexe I : La procédure d'obtention du statut O.F.P.R.A.

Mario GOMEZ, journaliste actuellement à l'ambassade d'Argentine, est interdit de sortir par la junte fasciste qui lui refuse le sauf-conduit lui permettant de se rendre à l'étranger.

Le journaliste Lira MASSI actuellement à l'ambassade de France, se voit refuser le sauf-conduit lui permettant de se rendre à l'étranger.

## ANNEXE I

<b>Le Conseil d'Etat</b> .....	est juge de cassation (droit commun), saisi dans les deux mois depuis la date de décision de la Commission.
<b>Commission de Recours</b>	statue après avoir entendu le directeur de l'O.F.P.R.A. qui doit déposer ses observations dans un délai maximum de deux mois. Le recours doit être effectué dans le mois à compter de la décision explicite de rejet ou de l'expiration du délai de 4 mois.
<b>L'O.F.P.R.A.</b> .....	doit statuer dans les 4 mois sur cette requête, sinon, décision implicite de rejet.
<b>Le Réfugié</b> .....	introduit à l'O.F.P.R.A. une demande de reconnaissance de son statut de Réfugié.

## CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS (C.U.T.) - 21 ANS D'EXISTENCE

A l'occasion du 21ème anniversaire de la C.U.T. (le 12 février 1951), de loin la plus importante des organisations syndicales du Chili, nous rendons hommage à tous les camarades travailleurs assassinés, persécutés, emprisonnés.

La C.U.T. fut dissoute le 17 septembre 1973 par la junte fasciste. Sous l'Unité Populaire, elle fut le principal point d'appui du gouvernement.

Tout en gardant sa propre indépendance politique, tous les partis politiques de gauche ainsi que la Démocratie Chrétienne y étaient représentés.

Voici quels étaient les principaux dirigeants :

Luis Figueroa, Président de la C.U.T. (P.C.)  
(aujourd'hui persécuté) ;

Rolando Calderon, Secrétaire général (P.S.)  
(emprisonné à la suite de l'attentat commis par les militaires dans l'Ambassade de Cuba au Chili, où il avait trouvé asile).

Ernesto Vogel, Vice-Président (D.C.)

Les représentants de la C.U.T. étaient élus au suffrage universel.

### SOLIDARITÉ FRANCE / AMÉRIQUE LATINE

#### ACCUEIL HÉBERGEMENT LOGEMENT CONSEIL JURIDIQUE COMMISSION MÉDICALE

163 boulevard de l'Hôpital - Paris 13ème, Métro :  
Place d'Italie - Permanence tous les samedis de  
15 h à 17 h 30.

PERMANENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES  
JOURS DE 15 H A 18 H SAUF LE SAMEDI.-

# actes

# 1 1974

**DOSSIER DE DEFENSE:  
CHARGES LOCATIVES**

**LE POINT SUR LES  
REFUGIES  
POLITIQUES**

### Une nouvelle revue juridique : ACTES

Des juristes, des militants engagés ont décidé de publier une revue bimestrielle traitant de problèmes juridiques. Nous extrayons le passage suivant de l'éditorial du premier numéro :

« ACTES, pour sa part, a choisi de remettre en cause l'institution judiciaire : un organe d'information, d'analyse et de lutte est une nécessité pour aider à rompre l'hermétisme du langage archaïque, le labyrinthe de la procédure formaliste, le mandarinat de ceux qui enseignent et le conservatisme de ceux qui pratiquent le Droit comme une vérité établie.

Outre cette fonction de critique de l'idéologie juridique dominante, ACTES favorisera les échanges d'information et la confrontation des pratiques, ACTES doit promouvoir une nouvelle défense non individualiste, de tous les jours et pas seulement dans les prétoires où le débat contradictoire existe encore » :

Au sommaire du 1er numéro :

- Dossier de défense : charges locatives
- Le point sur les réfugiés politiques.
- Le pouvoir disciplinaire du chef d'entreprise.
- Aspects médicaux de la torture, etc.

Au sommaire du numéro 2 :

- La loi anti-casseurs.
- Les délits militaires.
- L'inexistante liberté du cinéma.
- Le Tribunal Russel, etc.

Abonnements : 6 numéros, 35 F. Règlement à l'ordre d'ACTES.

Le numéro : 6,50 F.

Renseignements, abonnements : ACTES, 1, rue des Fossés-St-Jacques  
75005 - PARIS

### BULLETIN D'ABONNEMENT

(1 an : 15 F - Abonnement de soutien : 50 F)

NOM .....

Prénom .....

Domicile .....

..... Ville .....

Profession ..... Tél. ....

Envoyez ce bulletin avec un chèque bancaire ou postal établi comme suit : « CHILI NOUVEAU » C.C.P.  
33 875 94 La Source à « CHILI NOUVEAU, Boîte postale 80-14 - 75662 PARIS CEDEX 14

Dans chaque numéro de « CHILI NOUVEAU » nous commencerons à publier un petit dossier sur les réalisations du gouvernement de l'Unité Populaire pendant les trois années de gouvernement. Tout article, idée, analyse et toutes suggestions peuvent être adressés à la revue pour leur éventuelle publication.

# AVOIR UN ENFANT ?



*si je veux!*

**CENTRE D'ORTHOGENIE DE LA**

**MNEF**

0  
3  
3  
·  
0  
9  
·  
5  
2

22 BOULEVARD

SAINT-MICHEL

75270 Paris Cedex 06

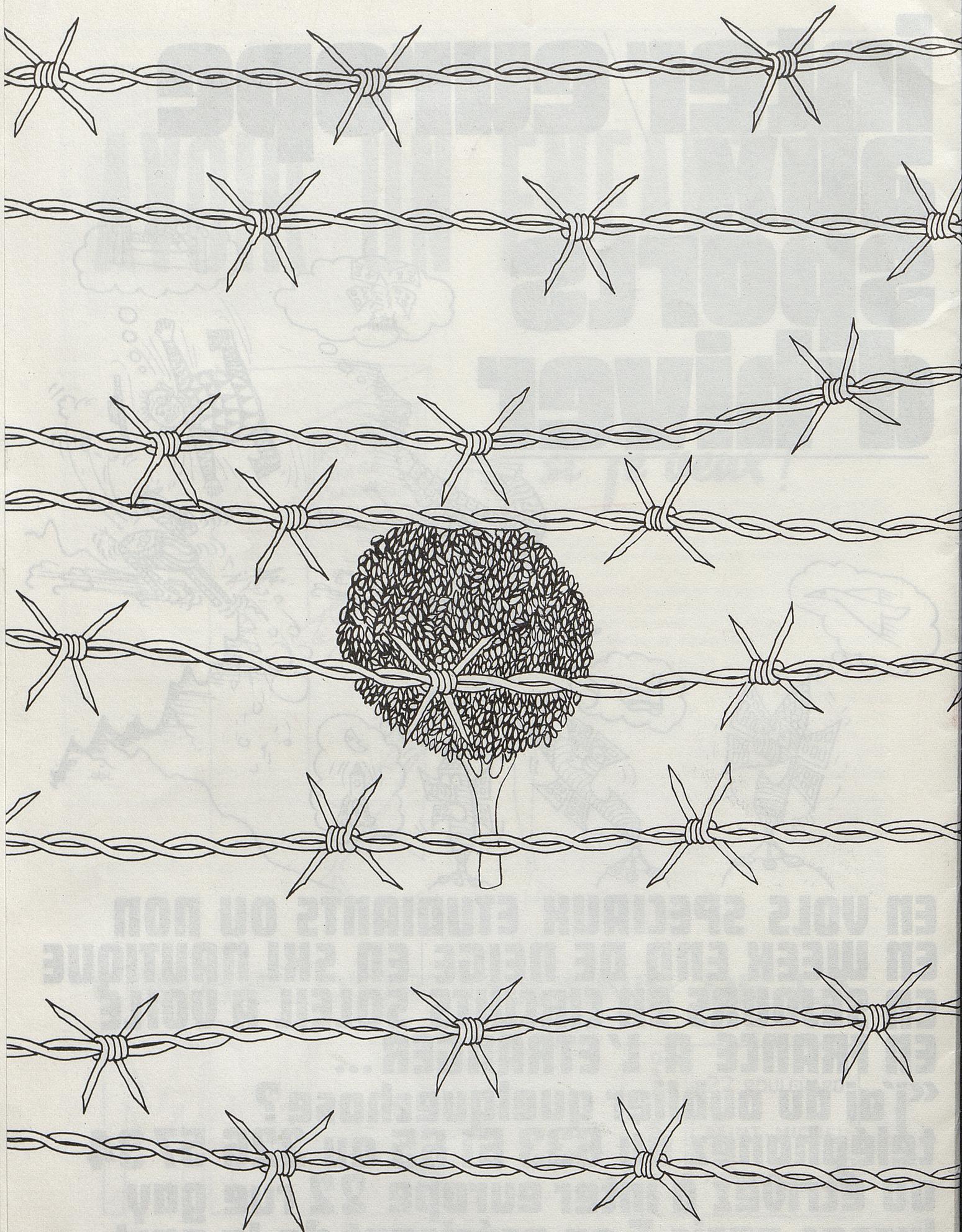
# inter/europe aux sports d'hiver



**EN VOLS SPECIAUX ETUDIANTS OU NON  
EN WEEK END DE NEIGE | EN SKI NAUTIQUE  
EN SEJOURS EN CIRCUITS SOLEIL A VOILE  
EN FRANCE A L'ETRANGER...**

**«j'ai du oublier quelquechse ?**

**téléphonez au 633 61 65 ou 326 57 34  
ou écrivez à inter europe 22 rue gay  
lussac paris 5 en précisant de la part  
du journal»**



...AUCUNE AGONIE NE NOUS FERA MOURIR / NERUDA